

RW/DIVERS/940627D
MINISTERE
DES
AFFAIRES ETRANGERES

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Paris, le 27 juin 1994

DIRECTION DES AFFAIRES
AFRICAINES ET MALGACHES

Sous-Direction d'Afrique
Centrale et Orientale

9.E.1. Note du 27 juin 1994, Evolutions possibles au Rwanda

Déclassifié

A/S : Evolutions possibles au Rwanda.

1 - S'il parvient à prendre le contrôle total de Kigali, le FPR sera confronté à un choix :

a) Il peut décider d'arrêter les combats et accepter un cessez-le-feu. Plusieurs éléments peuvent l'y inciter :

- l'intervention française, en mettant fin aux massacres, le prive d'un argument majeur,
- il ne tient certainement pas à se trouver confronté à nos troupes,
- il peut estimer que son objectif majeur -éliminer totalement le gouvernement intérimaire et être reconnu comme légitime interlocuteur- est en passe d'être atteint.

b) Mais une telle évolution est loin d'être inéluctable. D'une part, on peut relever qu'à chaque étape précédente la même question s'est posée -notamment après la chute de Gitarama- et qu'à chaque fois le FPR a continué dans l'option militaire. Du côté du gouvernement intérimaire, l'appel à un cessez-le-feu est pressant en raison de la situation sur le terrain, mais les conséquences n'ont pas été tirées des progrès du FPR et de l'isolement international lié aux massacres. D'autre part, le Front n'a pas réellement atteint ses objectifs politiques. Le gouvernement intérimaire est toujours là, ses représentants occupent le siège du Rwanda à l'ONU comme à l'OUA.

c) Si le FPR décide de continuer les combats, il a trois options :

- avancer vers le Sud, en direction de Butare. Cette solution présente pour lui l'avantage de minimiser les risques d'une confrontation avec nous et d'ouvrir plus largement le contact avec le Burundi et son armée. Elle aurait sans doute pour conséquence une recrudescence des massacres en zone gouvernementale et un afflux massif de réfugiés vers Cyangugu, où nous sommes présents, et au Burundi, avec les risques de déstabilisation qui lui sont liés,

- avancer vers Kibuye, pour isoler le "réduit du Nord" où se trouve le gouvernement intérimaire,
- ou attaquer le Nord directement.

d) Ces deux dernières options nous placeraient en situation très délicate : outre les risques de massacres et l'afflux de centaines de milliers de déplacés, nous risquerions très rapidement de nous trouver au contact du FPR.

Nous serons alors confrontés à un choix :

- rester, pour essayer de continuer à protéger les personnes menacées, au risque d'un affrontement avec le FPR,
- nous retirer en sachant que les personnes que nous protégeons seront massacrées,
- nous replier avec ces personnes menacées et les installer à proximité de la frontière zairoise, dans des zones de sécurité humanitaire, telle qu'elles avaient d'ailleurs été proposées par les Américains, avec l'accord du Secrétaire Général, voici quelques semaines.

Si cette troisième solution est sans doute la plus raisonnable, elle pose cependant des problèmes : d'une part, elle ne fait que reculer l'échéance si le FPR poursuit sa progression. D'autre part, c'est l'ensemble de la population qui, fuyant devant l'avance du FPR, souhaitera sans doute trouver refuge dans de telles zones.

2 - La priorité pour nous reste donc plus que jamais l'arrêt des combats.

Si nous l'obtenons, il faudra trouver très rapidement une solution politique. Tout délai sera mis à profit par les uns comme par les autres pour se réorganiser, se réarmer et reprendre les combats.

- les accords d'Arusha doivent rester la base, sans qu'il y ait une renégociation qui pourrait durer des mois. L'accord de Tunis, qui contient des éléments nouveaux (châtiment des responsables de massacres, rôle des radios...) pourrait être incorporé,

- la négociation devrait se nouer entre partis politiques. Si les choses sont assez claires pour le MRND dont devront être éliminés cependant les responsables des massacres, et le FPR, elles sont plus complexes pour les trois partis d'opposition (MDR, PL, PSD) déchirés en tendances favorables au gouvernement ou au FPR. Il faudra s'appuyer en priorité sur les survivants présents dans les organes de direction et sur Faustin TWAGIRAMUNGU, Premier Ministre désigné,

- l'enquête sur les responsabilités dans les massacres doit aller vite,

- pour les armées, la priorité est d'appliquer les dispositions sur le rassemblement et le cantonnement prévues dans les accords d'Arusha.

3 - Nous ne pouvons pas prendre publiquement l'initiative pour obtenir le cessez-le-feu, car nous serions soupçonnés d'avoir cherché à geler la situation sous couvert d'action humanitaire.

Nous devons nous appuyer en priorité :

- sur ceux qui peuvent influencer le FPR : MUSEVENI, les Américains,
- sur le Secrétaire général des Nations Unies,
- sur l'OUA (Tunisie et Secrétaire général),
- sur le facilitateur tanzanien,

en insistant sur les conséquences humanitaires de la poursuite de l'offensive FPR./

AA

Jean-Michel MARLAUD